



**Numéro
spécial
d'été 96 -
Supplément au
N° 111**

Partisan

Immigration : pas de vacances pour la solidarité

Ca y est, ils l'ont fait. Le foyer rue de la Nouvelle France (bonjour le symbole) à Montreuil a été vidé par la police le 4 juillet et aussitôt rasé par les bulldozers. Bien sûr, les résidents, qui dénoncent depuis un an les propositions de relogement, ont refusé de monter dans les cars gentiment mis à leur disposition.

Après une manifestation devant la mairie (rappelons que le maire, Brard, vient de quitter le PCF, paraît-il sur sa gauche), ils ont été hébergés cette première nuit à la bourse du travail. Mais, dès le lendemain, la mairie exigeant qu'ils quittent Montreuil (puisque c'est le but, de les disséminer partout pour les rendre invisibles et saper les bases de leur vie collective), la CGT a subi les pressions et les a relégués dehors, sur le béton devant la Bourse où ils ont passé 2 nuits. Actuellement, ils sont hébergés provisoirement dans 2 salles, l'une appartenant à un centre protestant, l'autre à une association musulmane. Mais personne ne se bouscule pour les accueillir sur Montreuil et il va falloir rapidement qu'ils trouvent un endroit viable pour continuer la lutte.

Car ce qu'ils demandent, plus personne n'en veut. Leur gros foyer d'origine près de la Porte de Montreuil a été détruit en 1980 et la mairie avait promis de reloger les plus de 200 résidents qui ne partaient pas sur Paris. C'est comme ça qu'ils se sont retrouvés dans des Algecos provisoires, pour au maximum 2 ans. C'était en 1980 ! Les travaux pour la reconstruction du foyer ont même commencé, mais ont été interrompus à l'arrivée de Brard comme maire. Les entrepreneurs ont été jusqu'à faire un procès à la mairie qui ne respectait pas ses engagements.

Bref, 15 ans plus tard et après plein de spéculations (le terrain a été vendu et acheté 3 fois par la mairie), on s'avise que les résidents de Nouvelle France sont toujours là (ils sont 330), dans des bâtiments forcément devenus insalubres. Au nom du refus des «ghettos», la mairie concocte un projet de relogement dans 7 sites différents, chers, mal conçus (chambres collectives, pas de salles communes, sanitaires insuffisants) ou carrément dans des foyers dans l'Oise pour plus de 100 résidents qui pour la plupart travaillent à Paris ou à Montreuil. Le problème majeur, c'est que les sites proposés sont petits : un seul a 80 places, les autres entre 17 et 45. Ce que mettent en avant les résidents, c'est que cela condamne leur système d'entraide basé sur la collectivité qui permet de continuer à faire vivre les chômeurs et à envoyer de l'argent à la famille au pays en Afrique.

Là est le fond et la divergence d'intérêt avec la mairie. Elle, dans un souci de gestion et de respectabilité (on sait que le maire de Montreuil trouve qu'il y a trop (d'ouvriers) maliens dans sa ville !) souhaitent les répartir et les

éloigner. Le «ghetto» est le prétexte. En quoi de les loger dans des chambres sans vie sociale possible favorise leur intégration ? ce n'est que du vent. Là où cela devient franchement hideux, c'est que ces projets municipaux vont dans le même sens que ceux du gouvernement qui criminalise les foyers pour éradiquer (comme un corps étranger) ces lieux de vie collective qu'il ne contrôle pas (avec la jeunesse des cités, les foyers africains sont des lieux qui leur échappent, et donc qu'ils craignent). Le but profond est de rendre impossible la vie à ces travailleurs africains, et ainsi de les pousser à partir d'eux-mêmes, sans compter la pression et la division que cela exerce sur tous.

Et les résidents ? Justement, leur entêtement vital à maintenir leur vie collective (ils demandent à vivre en foyer, comme promis en 1980) se heurte à toutes ces menées. L'heure ne serait plus où les travailleurs décident de leurs besoins !

Et heureusement qu'ils sont têtus, les résidents, parce que le soutien qu'ils ont des organisations françaises est réduit à un noyau dur. A part le comité de soutien mis en place depuis un an (auquel participent l'OCL, la LCR, LO et VP), les autres se débinent joyeusement : le DAL, SOS, le MRAP, la CGT sont tentés par les propositions de Brard et gèrent un «soutien» à coups de communiqués. Gaillot et Jacquard ont tenté leur médiation, sans succès.

Il ne reste plus que la voie ardue de changer le rapport de forces en contraignant la mairie et la préfecture à tenir compte de la volonté des résidents. Pour cela, il faut qu'ils trouvent un lieu d'hébergement vivable et qui serve d'appui au combat de popularisation qu'il faut relancer : vers les habitants

de Montreuil et des alentours, vers les travailleurs du secteur qui doivent faire leur cette lutte à la pointe de l'opposition aux plans scélérats du gouver-

nement, et enfin vers les autres foyers pour les mobiliser davantage. L'été sera chaud à Montreuil. Venez vous y chauffer. Il y a une permanence des résidents tous les soirs à la maison ouverte, 17 rue Hoche (métro Mairie de Montreuil).



Le PS contre les mal-logés !

Daniel Vaillant, nouveau maire PS du XVIIIème arrondissement de Paris ne perd pas de temps. Dans une lettre du 2 juillet adressée à Tiberi, il se dresse contre les mal-logés et les occupations de logements vides : *"De toute urgence, je vous demande de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin aux squatts délictueux où sévissent la drogue et la prostitution, notamment au 20-22 rue Jean Dolfus et rue Emile Duployé (où une trentaine d'occupations est dénombrée).*

Dans le 18ème arrondissement, la liste est longue de ces squatts qui indisposent les riverains et où s'entassent des familles souvent nombreuses dans des conditions de vie et d'hygiène inacceptables à l'aube du 21ème siècle."

Et de dénoncer (en général ou adresse à l'appui) une cinquantaine d'occupations de logements vides.

Monsieur Vaillant (hypothétique futur ministre de l'intérieur d'un gouvernement de cohabitation ?) se fait le chantre de la lutte contre la misère et pour une vie hygiénique à la manière bien connue du PS (et du PC) : dehors les pauvres, dehors les mal-logés, en généralisant l'amalgame avec la drogue et la prostitution.

Il ne vient évidemment pas à l'esprit de ce gestionnaire municipal que s'il y a tant de squatts, c'est qu'il y a de plus en plus de chômage et de misère et que c'est là qu'il faut mener le combat.

**Contre les gestionnaires municipaux de droite et de gauche,
Un logement décent pour tous !**

La lutte pour la régularisation des sans-papiers continue !

L'été, c'est la période des mauvais coups contre les travailleurs ! Les sans-papiers sont les premières victimes du cru 96 : le gouvernement vient d'annoncer que seuls 48 des 400 expulsés de Saint-Ambroise, auront une carte de séjour d'un an. Parents d'enfants nés en France avant 94, ces 48 devraient être régularisés depuis plus d'un an, si les préfets n'abusaient pas de leurs pouvoirs discrétionnaires. Quant aux autres, ils vont recevoir une invitation à quitter le territoire sous un mois.

La dépêche du Ministère de l'Intérieur est tombée mercredi midi au moment même où Juppé recevait les médiateurs, tampons entre les sans-papiers regroupés rue Pajol et le gouvernement.

1. C'est une manière pour le gouvernement de « remercier » les médiateurs au terme de la mission qu'il voulait leur faire jouer : calmer le mouvement, le laisser mijoter jusqu'à l'été, y semer des illusions, le diviser selon de multiples critères d'hypothétique régularisation.
2. Les 205 convocations pour examen de dossier de la fin mai apparaissent bien pour ce qu'elles étaient : des manoeuvres pour **fliquer** chacun de ces « clandestins » afin de mieux les cueillir fin juillet.
3. Le dernier paragraphe de la dépêche condamne tous les regroupements de sans-papiers et les organisations qui les soutiennent, accusées d'ajouter à leur détresse l'illusion d'une régularisation décrétée impossible. C'est une véritable déclaration de guerre contre le mouvement démocratique qui s'est levé dans le pays, à l'initiative des expulsés de Saint-Ambroise, pour la régularisation des sans-papiers, pour l'abrogation du code de la nationalité et des autres mesures anti-immigrés.

De nouveau le gouvernement montre sa détermination à contrôler sévèrement la fraction immigrée de la classe ouvrière, pour faire passer plus facilement son plan d'austérité. Cette chasse aux sans-papiers se déclare en même temps que 70 sans-papiers sont expulsés du territoire, après avoir été embarqués lors d'une perquisition au foyer Rue du Retrait, sous prétexte de drogue. Elle accompagne le projet de casser une vingtaine de foyers de la région parisienne, dénoncés par le rapport Cucq comme des foyers incontrôlables de solidarité. C'est toute l'immigration qu'ils veulent intimider et porter responsable de la crise. Comme si les capitalistes n'étaient pas les seuls responsables de la misère d'ici et d'ailleurs.

Dans le même temps, le gouvernement fait tomber les illusions (maintenues par certains médiateurs et associations) sur la possibilité de gagner en restant mesuré dans la lutte et le soutien populaire aux sans-papiers. Une nouvelle étape commence. Le gouvernement croit gagner en renvoyant les sans-papiers à la case départ. Mais les 300 de la rue Pajol ont derrière eux une riche expérience de 3 mois passés à surmonter les obstacles pour rester unis, élargir la lutte et le soutien. Des forces pour continuer la lutte !

Ils ont notamment appris à se méfier des notables et des belles promesses. Des politiciens de gauche, le PS en tête, qui partagent l'essentiel des valeurs de la droite : l'équilibre des comptes, l'austérité, le contrôle de l'immigration et les intérêts de la France impérialiste dans le monde..

Depuis leur expulsion du gymnase Japy en mars, les sans-papiers n'ont reçu aucun soutien matériel sérieux du maire PS du 11ème, G. Sarre, ni du maire PS du 18ème, arrondissement où ils sont regroupés depuis plus de 2 mois. Juste une vague promesse de locaux, mercredi dernier.

Logique avec la politique de bon gestionnaire du capitalisme français que ce parti a développée au gouvernement, en demandant toujours plus de sacrifices aux travailleurs, en développant les centres de rétention pour mieux expulser, en restreignant les droits des réfugiés, des étudiants étrangers, etc...!

Et dans la manif du 15 juin contre les lois Pasqua et les projets Debré-Toubon, tout le monde a remarqué la participation microscopique des organisations politiques et syndicales traditionnelles de gauche : quelques dizaines de militants par ci par là... Bonjour les dégâts du chauvinisme !

Non, si Juppé a reculé sur les projets Debré-Toubon, c'est avant tout grâce au mouvement lancé par les « sans-papiers » regroupés rue Pajol.

Depuis le mouvement des cheminots en novembre 95, c'est la 2ème fois que Juppé recule sur ses projets anti-sociaux. Comme les grévistes de l'automne 95, pour gagner, les sans-papiers ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité des autres travailleurs. Et c'est de l'intérêt de tous que le gouvernement recule sur cet aspect de son offensive contre les acquis et les droits des travailleurs.

Ne laissons pas le gouvernement faire ses mauvais coups les mains libres! Répondons présents aux prochains rendez-vous de solidarité proposés par les travailleurs immigrés en lutte pour l'égalité des droits entre travailleurs,

ce vendredi 28 juin à 18h de République à Pajol, } manifestations pour la régularisation de tous les
et mercredi 3 juillet à 18h, de Belleville à Nation (à } sans papiers, à l'appel des collectifs de sans-
confirmer), } papiers de la région parisienne

Samedi 6 juillet après-midi, à Montreuil : manifestation contre le projet de casse des foyers d'immigrés.



Partisan

OCML Voie Prolétarienne. BP n°95. 93803 Epinay/Seine

Adresse des sans-papiers aux syndicats

Nous, Réfugiés sans papiers de Saint-Ambroise, avons engagé une lutte commune le 18 mars dernier, à Paris, en occupant l'église Saint-Ambroise, pour attirer l'attention sur la situation aberrante dans laquelle nous ont placés les lois discriminatoires et exiger notre régularisation.

Parmi nous se trouvent :

- des parents d'enfants français,
- des parents d'enfants nés en France,
- des conjoints de Français ou de personnes en situation régulière,
- des déboutés du droit d'asile,
- des couples à qui l'on refuse le regroupement familial,
- des étudiants étrangers.

Purs produits des textes en vigueur depuis une dizaine d'années, qui, réforme après réforme, ont tous en commun d'empêcher de plus en plus d'étrangers d'obtenir des papiers – quand ils ne cherchent pas, comme les lois Pasqua-Méhaignerie et l'actuel projet Debré, à retirer des papiers à ceux qui en possèdent –, nous, étrangers en lutte, ne sommes pas des clandestins. Nous sommes des sans-papiers qui, par tous les moyens légaux, avons essayé un nombre incalculable de fois d'obtenir la carte de séjour et l'autorisation de travail auxquelles nous avons humainement droit. L'irrégularité de notre situation est le fruit d'une machination d'État, nullement le résultat de notre goût pour la clandestinité.

Nous vous lançons un appel urgent à la solidarité. Nous travaillons presque tous ici depuis de nombreuses années et souvent avons pris part aux luttes sur nos lieux de travail. Vous savez qu'il n'y a pas de différence entre nous, travailleurs avec ou sans papiers. Nous n'avons aucune responsabilité dans l'accroissement du chômage. Sommes-nous responsables de la fermeture des mines dans le nord ou l'est de la France, des «restructurations» à Air Inter ou dans les arsenaux ? N'ayant pas le droit à la santé, nous ne sommes pas non plus responsables du trou de la Sécu. Au contraire, beaucoup d'entre nous ont cotisé et n'ont aucun droit aujourd'hui à celle-ci.

Le gouvernement veut briser notre lutte en «offrant» une carte de séjour d'un an à 48 d'entre nous, aux autres des arrêts d'expulsion. Nous ne nous laisserons pas faire. Les plans du gouvernement sur l'immigration sont étroitement liés à sa politique d'ensemble. Tous ses projets (de la Sécurité sociale aux divers plans de restructuration) ont pour objectif de tirer le maximum de profit de l'exploitation de l'ensemble des travailleurs, français ou non, avec ou sans papiers.

Si nous obtenons des papiers, nous pourrions mieux nous défendre Français et Immigrés. Notre lutte est aussi celle des travailleurs français, si nous gagnons, ce sera une victoire pour tous. Si nous perdons, ce sera une défaite pour tous.

Nous vous proposons d'envoyer à Matignon des motions ou des messages de protestation demandant la régularisation des sans papiers et d'entrer en contact avec nous afin de mettre sur pied une riposte.

Réunion le jeudi 11 juillet à 19 heures
au 22, rue Pajol, 75018

Les Réfugiés de Saint-Ambroise

- Merci de faxer les copies de vos prises de position au 40 38 49 11
- Compte au nom de la CFDT mention Solidarité sans papiers Crédit mutuel n° 80134041

SOUTENONS LA GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS EN TURQUIE

L'OCML Voie Prolétarienne salue la lutte des prisonniers politiques qui se déroule dans toutes les prisons de Turquie.

La grève de la faim illimitée s'étend maintenant depuis plus de 40 jours, menée de manière unitaire par des milliers de militants (plus de 10 000 au début) de diverses organisations qui se réclament de la révolution.

Leurs revendications sont simples, ils exigent :

- l'abrogation d'une circulaire créant des cellules d'isolement, véritables tombeaux carcéraux;
- l'arrêt des agressions dont sont victimes les proches des détenus politiques;
- la suppression de tous les obstacles entravant les droits de la défense et les soins médicaux.

Cette lutte est le symbole du combat des peuples turcs et kurdes contre l'exploitation et l'oppression.

Nous communistes et révolutionnaires de France n'oublions pas que la France impérialiste est le premier partenaire commercial de la Turquie et à ce titre un des premiers soutiens du régime de terreur qui sévit là-bas. Nous savons que les capitalistes n'hésitent pas à passer les frontières quand les besoins du capital l'exigent, et le symbole en est l'entreprise nationale Renault fortement présente en Turquie.

Nous n'oublions pas nos camarades immigrés kurdes ou turcs poussés à l'émigration par la misère et qui, avec ou sans papiers, vivent durement ici l'exploitation capitaliste que nous subissons également.

Nous, travailleurs de France affirmons notre solidarité avec la lutte des militants emprisonnés.

Travailleurs en France ou en Turquie, nos ennemis sont les mêmes, qu'ils soient membres du G7 comme Chirac, ou qu'ils gouvernent un pays comme la Turquie. Dans tous les cas leur objectif est le profit et le renforcement de notre exploitation commune, ici et là-bas.

Si nos ennemis sont communs, notre combat doit l'être aussi !

Solidarité avec la lutte des prisonniers de Turquie !

Vive l'unité internationale des travailleurs !

**Les capitaux n'ont pas de frontières,
pas de frontières pour les travailleurs !**

**Des papiers pour les sans papiers ! Français- immigrés, égalité des droits !
Libre circulation pour les travailleurs !**

A bas le capitalisme et l'impérialisme !

Le 29 juin 1996

Le scandale du chômage et de l'UNEDIC

Le chômage officiel qui augmente malgré tous les trucages et les nouvelles méthodes de calcul...

Les RMIstes qui dépassent le million...

La précarité qui s'étend...

Les allocations chômage qui se réduisent comme peau de chagrin, avec la dégressivité mise en place par la socialiste Martine Aubry en 1992, renforcée par Balladur en 1993 : 17% de moins tous les quatre mois ! Sans parler des 1 100 000 chômeurs qui n'ont plus d'allocations !

Et l'UNEDIC qui annonce un résultat insolent : 13 milliards de bénéfices, contre 33 milliards de pertes l'an dernier. Que va-t-on en faire maintenant ? Les reverser en aides au patronat ? Les reverser à l'Etat pour boucher son déficit ?

Les gestionnaires patronaux et syndicaux font toujours plus fort, au prix de notre misère !

Assez ! Nous ne sommes pas des mesures budgétaires !
Nous voulons vivre !

Zéro licenciement !

**Réduction massive du temps de travail
sans perte de salaire, sans précarité ni flexibilité,
avec embauche des chômeurs !**

**Salaire minimum à 8000F par mois, y compris pour les
chômeurs, avec intégration des RMIstes et
plafonnement des hauts salaires !**

**Retrait des syndicats de la gestion de l'UNEDIC ! Halte
à la collaboration de classe !**

C'est le capitalisme qui est fou, pas les vaches !

« Vache folle » : en 1990, une note de Bruxelles souhaitait une « désinformation »

DATÉE du 12 octobre 1990, une « note succincte de dossier sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) » émanant de la Commission des communautés européennes témoigne de la volonté de certains responsables de Bruxelles de pratiquer une « désinformation » sur l'affaire de la « vache folle ».

Cette note émane du « service politique des consommateurs » de la Commission. Des extraits de ce document avaient été publiés en février 1991 par le mensuel de défense des consommateurs *Que Choisir ?*. Le représentant de la commission des consommateurs est cité comme ayant déclaré devant le comité vétérinaire permanent des 9 et 10 octobre 1990 : « Il faut avoir une attitude froide pour ne pas provoquer de réactions défavorables sur le marché. Ne plus parler d'ESB. Ce point ne devrait pas figurer à l'ordre du jour. »

Ce même représentant aurait ajouté, au cours de la réunion : « Nous allons demander officiellement au Royaume-Uni de ne plus publier les résultats de ses recherches. » En conclusion, il aurait indiqué : « Il faut minimiser cette affaire ESB en pratiquant la désinformation. Il vaut mieux dire que la presse a tendance à exagérer. »

Le journal *"Le Monde"* a publié le 2 juillet le petit entrefilet ci-contre à propos de l'affaire de la vache folle. Non seulement on créait des vaches carnivores, mais quand la maladie s'est déclarée on a tout fait pour étouffer l'affaire, jusqu'à la désinformation organisée.

Il faut rappeler que la CEE est le premier exportateur mondial agroalimentaire, et que la France est le premier producteur en Europe. On voit là la puissance du lobby agro-industriel, prêt à tout pour préserver ses profits. En France, ce lobby est très présent chez les parlementaires, et les intérêts des gros paysans exportateurs et des firmes agroalimentaires sont bien défendus : la FNSEA est ainsi le syndicat officiel et unique qui gère, avec le gouvernement, la politique agricole de notre pays. Rien d'étonnant donc si Chirac est si conciliant dans cette affaire.

Lobby agro-industriel, médico-industriel, militaro-industriel... les scandales se multiplient au gré de l'actualité, et mettent toujours en avant le même logique : la guerre économique, la concurrence, la recherche de la rentabilité et du profit, quoiqu'il en coûte pour la population. Seveso, Tchernobyl, le sang contaminé, les supposées huiles frelatées en Espagne, aujourd'hui la vache folle autant d'exemples des impasses et des aberrations de la logique capitaliste.

Pourtant, il serait simple, logique, évident même de définir des règles de moralité, de mettre au premier plan l'utilité sociale de la production, les besoins et la protection de la population... Voilà en tous les cas ce qu'on nous dit de tous côtés, des Verts au PCF, jusqu'à Séguin qui reconnaît que la société marche sur la tête.

Un capitalisme "raisonnable", voilà ce qu'on nous propose, un capitalisme où le collectif règlerait en quelque sorte la société. Fort bien, voilà une belle idée.

Mais comment alors concilier ces règles collectives avec le caractère individuel (privé) de la production, de la recherche du profit, de la concurrence ? Quel patron acceptera de répondre à ces règles quand il sait qu'ici ou ailleurs, un autre capitaliste en profitera pour lui prendre des marchés ?

Pour répondre à ces aspirations, il faut bien des règles collectives, c'est l'évidence. Mais il faut être cohérent : il faut aller jusqu'à l'organisation de la production, la remise en cause du capitalisme et de ses fondements. Il faut remettre en cause les choix, les priorités, les critères de décision. Il faut définir d'autres critères, partir d'abord des besoins des travailleurs et des plus exploités.

Et, évidemment, il faut s'en donner les moyens : il faut prendre le pouvoir politique et économique, pour remettre la société d'aplomb. A nous de nous en donner les moyens, il ne va pas nous tomber tout cuit dans les mains !

Dernière chose : le mensonge délibéré, organisé pour préserver les profits du lobby agroalimentaire. La campagne de désinformation, prévue et planifiée, sans le moindre égard pour la santé publique.

On savait le médiamensonge organisé au plan politique : Guerre du Golfe, conflit en ex-Yougoslavie ou promesses électorales bidons (de celles de Chirac sur l'emploi à la paix en Tchétchenie promise par Eltsine). Voilà la preuve du médiamensonge économique, sous l'autorité des gouvernements et de l'Europe.

Plus que jamais la contreinformation est décisive ! Lisez et diffusez *"Partisan"* !

Solidarité internationale

A nouveau une délégation du Secours Ouvrier pour la Bosnie à Tuzla cet été. Des syndicalistes de la Poste, des Telecoms, de l'enseignement, de l'ONIC vont revenir pour enquêter et soutenir le mouvement ouvrier qui tente de trouver la voie de la défense indépendante (du gouvernement comme des patrons) des intérêts des travailleurs. A l'autre bout du monde, au Mexique, grande rencontre internationale à l'appel de l'EZLN.

Dans les deux cas, des camarades de Voie Prolétarienne participeront à ces initiatives. Rendez-vous en septembre pour leurs remarques et impressions.

Pour tous contacts

Voie Prolétarienne
BP 95

93803 EPINAY/Seine Cedex

**Abonnement à l'essai
à "Partisan"**

3 mois : 20F